

M. McIntosh: Je n'ai pas saisi le sens de la question du député. J'accepte qu'il n'essaie pas d'être facétieux. Des députés de ce côté-ci veulent savoir de quel groupe il parle. S'agit-il de cultivateurs, de Canadiens? N'a-t-il pas fait allusion au comité des affaires extérieures? Est-ce un groupe d'agriculteurs étrangers?

M. Bell: Oui, de la Roumanie.

M. Gibson: C'était un groupe de cultivateurs.

M. McIntosh: Sont-ils de l'Est ou de l'Ouest du Canada?

M. Gibson: De partout au Canada.

M. Boulanger: Nous les appelons des Canadiens.

M. McIntosh: Oh, non. Le bill à l'étude ne s'applique qu'à l'Ouest du pays. Que le député le lise. Il ne vise pas le Québec, ni l'Ontario, ni aucun autre endroit. C'est pourquoi je lui ai demandé si les cultivateurs étaient de l'Ouest. Je sais que des cultivateurs, et surtout les députés de l'Est, ne comprennent pas la situation dans l'Ouest.

Je vais vous illustrer l'un de nos griefs. Le député qui vient de poser la question conviendra avec moi que ces agriculteurs ont bien raison de protester. Si un groupe d'agriculteurs de l'Alberta expédient 100 livres de carottes dans l'Est du Canada, ils paieront trois fois plus que si la même quantité était expédiée de l'Ontario en Alberta. Les députés admettront certainement avec moi que ce n'est pas juste. Voilà certains aspects dont nous parlons. C'est très difficile de le faire comprendre aux députés qui représentent l'agriculture de l'Est parce que l'agriculture de l'Ouest et celle de l'Est diffèrent autant que le jour et la nuit. Il est difficile de faire comprendre notre position. Toutefois, avec deux autres députés après les prochaines élections, ce sera plus aisé pour nous.

M. Boulanger: Je me souviens de l'époque où vous étiez 208. Qu'avez-vous fait alors?

• (4.40 p.m.)

M. McIntosh: J'ai dit que le gouvernement tente de déloger 200,000 agriculteurs de leur ferme. Je me demande ce qu'ils vont faire. Le gouvernement se dit: «quoi qu'il advienne, ces 200,000 fermiers vont quitter leur terre». Je tiens à dire au whip libéral et au ministre qui est ici, que si je saisis bien le sens des lettres que je reçois, notamment depuis une dizaine d'années, je puis dire sans me tromper, je pense, que ces 200,000 fermiers se disent: «Peut-être devons-nous quitter la ferme à cause du gouvernement, mais il y a trop d'hommes politiques libéraux ici. Il y a au moins deux libéraux de trop qui représentent l'agriculture et un de trop comme premier ministre, qui ne s'intéresse pas à l'agriculture».

L'hon. M. Olson: Vous allez regretter plus tard toutes ces déformations de la vérité.

M. McIntosh: Pour bien faire comprendre mon point de vue au whip suppléant du parti libéral, j'aimerais lire un passage d'un éditorial à la une, publié dans le *News* de Maple Creek du 28 avril, ce qui est donc assez récent. Je suis persuadé que le ministre de l'Agriculture (M. Olson) connaît très bien cette région.

L'hon. M. Olson: J'ai lu l'éditorial moi aussi.

M. McIntosh: Vous, oui, mais il y en a bien d'autres ici qui ne l'ont pas lu. Pour la gouverne de la Chambre, il paraît que l'auteur de l'éditorial était d'allégeance libérale.

Une voix: Ça lui apprendra.

M. McIntosh: Oui, il s'en rend compte maintenant, je pense. L'éditorial s'intitule «Politicians Take Note». Voici ce qu'on y lit:

Même si des Canadiens se demandent parfois en entendant parler de l'adoption de certaines mesures s'il existe toujours un régime de gouvernement démocratique au Canada, il n'y a pas de doute qu'il existe toujours dans l'Ouest du pays.

Dans la soirée de samedi dernier, il y eut une réunion des éleveurs de bestiaux de la région, et il était évident que ce n'était pas une réunion politique. Des propriétaires de ranch se sont réunis parce qu'ils se heurtent au même problème—le bill C-176.

Je pense que le ministre a lu le bill aussi.

Les éleveurs de bestiaux ont reçu du premier ministre Thatcher de la Saskatchewan l'assurance qu'aussi longtemps qu'il serait premier ministre provincial, il n'y aurait pas de bill sur la commercialisation susceptible d'atteindre les éleveurs, sauf s'ils l'exigeaient tout particulièrement.

L'hon. M. Olson: Bravo!

M. McIntosh: Je poursuis:

Le geste était peut-être noble de la part du premier ministre provincial, mais c'est une mince consolation pour les éleveurs. Ainsi, même sans le bill sur la commercialisation en Saskatchewan, si la province de Québec ou n'importe quelle autre a un projet de loi semblable et met obstacle à l'importation des bestiaux chez elle, (à moins que ce ne soit à un prix déterminé par le gouvernement de la province intéressée), les bestiaux de la Saskatchewan ne pourront se vendre dans la province en question.

Néanmoins la démocratie n'est pas morte, comme on a pu le constater à la fin de la réunion quand, sans contrainte ni obligation d'aucune sorte, la plupart des assistants allèrent faire la queue à une table dans un coin de la salle, pour verser leur quote-part pour combattre le bill à tout prix.

L'auteur a remarqué que beaucoup de ceux qui se sont alignés devant la table avaient été de farouches partisans du parti libéral pendant des années. Et pourtant, ils ont versé de fortes sommes pour combattre la mesure législative que proposait ce même parti pour lequel ils avaient voté. Cela démontre que ces gens étaient prêts à payer pour une mesure qu'ils souhaitent ou qu'ils ne souhaitent pas.

Cela a amené l'auteur à se demander si ces gens, en se cotisant, n'essayaient pas de faire comprendre au parti libéral fédéral...

C'est impossible.

...ce que les éleveurs de bétail de tout le Canada se sont évertués à lui faire comprendre, c'est-à-dire qu'ils détestent qu'on leur impose une mesure susceptible de détruire l'agriculture canadienne et qui permettra un contrôle étatique de la commercialisation de tous les produits agricoles.

C'est exactement ce que nous nous efforçons de faire comprendre depuis des mois. Selon le ministre, il n'existe